	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE BORDEAUX METROPOLE	Délibération
	Séance publique du 8 juillet 2016	N° 2016-426

Convocation du 1 juillet 2016

Aujourd'hui vendredi 8 juillet 2016 à 09h30 le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni, dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Alain JUPPE, Président de Bordeaux Métropole.

ETAIENT PRESENTS :

Mme Emmanuelle AJON, M. Dominique ALCALA, M. Alain ANZIANI, M. Erick AOUIZERATE, Mme Maribel BERNARD, Mme Odile BLEIN, M. Patrick BOBET, M. Jean-Jacques BONNIN, Mme Christine BOST, Mme Isabelle BOUDINEAU, M. Jacques BOUTEYRE, Mme Anne BREZILLON, M. Nicolas BRUGERE, Mme Virginie CALMELS, Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE, Mme Anne-Marie CAZALET, M. Gérard CHAUSSET, Mme Solène CHAZAL-COUCAUD, M. Max COLES, Mme Brigitte COLLET, M. Jacques COLOMBIER, Mme Emmanuelle CUNY, M. Alain DAVID, M. Jean-Louis DAVID, M. Yohan DAVID, Mme Béatrice DE FRANÇOIS, Mme Nathalie DELATTRE, Mme Michèle DELAUNAY, M. Stéphan DELAUX, M. Arnaud DELLU, Mme Laurence DESSERTINE, M. Gérard DUBOS, M. Michel DUCHENE, M. Christophe DUPRAT, Mme Michèle FAORO, M. Vincent FELTESSE, Mme Véronique FERREIRA, M. Marik FETOUH, M. Jean-Claude FEUGAS, M. Nicolas FLORIAN, Mme Florence FORZY-RAFFARD, M. Philippe FRAILE MARTIN, Mme Magali FRONZES, M. Guillaume GARRIGUES, M. Max GUICHARD, M. Jacques GUICHOUX, M. Jean-Pierre GUYOMARC'H, M. Daniel HICKEL, M. Pierre HURMIC, Mme Dominique IRIART, Mme Anne-Lise JACQUET, M. Franck JOANDET, M. Bernard JUNCA, M. Alain JUPPE, Mme Andréa KISS, M. Bernard LE ROUX, Mme Anne-Marie LEMAIRE, M. Pierre LOTHAIRE, Mme Zeineb LOUNICI, M. Jacques MANGON, M. Eric MARTIN, Mme Claude MELLIER, M. Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM, M. Jacques PADIE, Mme Arielle PIAZZA, M. Patrick PUJOL, M. Benoît RAUTUREAU, M. Franck RAYNAL, Mme Marie RECALDE, M. Clément ROSSIGNOL-PUECH, Mme Karine ROUX-LABAT, M. Kévin SUBRENAT, Mme Brigitte TERRAZA, Mme Anne-Marie TOURNEPICHE, M. Serge TOURNERIE, Mme Elisabeth TOUTON, M. Jean TOUZEAU, M. Thierry TRIJOULET, M. Jean-Pierre TURON, M. Michel VERNEJOUL, Mme Marie-Hélène VILLANOVE, Mme Anne WALRYCK, Mme Josiane ZAMBON.

EXCUSE(S) AYANT DONNE PROCURATION:

M. Alain SILVESTRE à M. Yohan DAVID
M. Fabien ROBERT à M. Marik FETOUH
M. Alain CAZABONNE à M. Jean-Jacques BONNIN
M. Michel LABARDIN à M. Jacques MANGON
Mme Agnès VERSEPUY à M. Dominique ALCALA
M. Michel HERITIE à Mme Josiane ZAMBON
M. Jean-Jacques PUYOBRAU à M. Jean-Pierre TURON
M. Alain TURBY à M. Kévin SUBRENAT
Mme Léna BEAULIEU à M. Max GUICHARD
M. Guillaume BOURROUILH-PAREGE à Mme Brigitte TERRAZA
M. Didier CAZABONNE à M. Philippe FRAILE MARTIN
Mme Chantal CHABBAT à Mme Anne-Marie LEMAIRE
Mme Martine JARDINE à M. Arnaud DELLU
Mme Conchita LACUEY à Mme Emmanuelle AJON
Mme Emilie MACERON-CAZENAVE à Mme Frédérique LAPLACE
M. Thierry MILLET à M. Eric MARTIN
Mme Christine PEYRE à Mme Dominique IRIART
M. Michel POIGNONEC à M. Patrick PUJOL
Mme Dominique POUSTYNNIKOFF à Mme Zeineb LOUNICI
Mme Gladys THIEBAULT à M. Benoît RAUTUREAU

EXCUSE(S) :

Madame Marie-Christine BOUTHEAU.

PROCURATION(S) EN COURS DE SEANCE :


M. Clément ROSSIGNOL-PUECH à Mme. Sylvie CASSOU-SCHOTTE à partir de 13h20
M. Michel DUCHENE à M. Max COLES à partir de 12h15
Mme. Emmanuelle AJON à M. Jacques GUICHOUX à partir de 12h55
M. Erick AOUIZERATE à Mme. Elisabeth TOUTON à partir de 13h05
Mme. Anne-Marie CAZALET à Mme. Maribel BERNARD à partir de 12h10

Mme. Brigitte COLLET à Mme Emmanuelle CUNY à partir de 10h45
M. Jean-Louis DAVID à M. Erick AOUIZERATE à partir de 12h35
M. Jean-Louis DAVID à Mme Florence FORZY-RAFFARD à partir de 13h05
Mme. Nathalie DELATTRE à M. Stéphan DELAUX à partir de 11h25
Mme. Michèle DELAUNAY à M. Serge TOURNERIE à partir de 13h15
Mme Laurence DESSERTINE à M. Jean-Pierre GUYOMARC'H à partir de 12h50
M. Vincent FELTESSE à Mme Véronique FERREIRA à partir de 13h20
M. Marik FETOUH à Mme. Magali FRONZES à partir de 13h20
M. Franck JOANDET à M. Pierre HURMIC à partir de 12h15
M. Bernard JUNCA à M. Patrick BOBET à partir de 11h55
M. Bernard LEROUX à M. Thierry TRIJOULET à partir de 12h00
M. Pierre LOTHAIRE à Mme Karine ROUX-LABAT à partir de 11h35
M. Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM à Mme. Anne WALRYCK à partir de 12h10
Mme. Arielle PIAZZA à Mme. Anne BREZILLON à partir de 11h00
Mme Marie RECALDE à M. Alain ANZIANI à partir de 12h25
M. Fabien ROBERT à M. Daniel HICKEL à partir de 13h20

EXCUSE(S) EN COURS DE SEANCE :

M. Jacques COLOMBIER à partir de 13h25

LA SEANCE EST OUVERTE

	Conseil du 8 juillet 2016	Délibération
	Direction générale Valorisation du territoire Mission enseignement supérieur, recherche et innovation	N° 2016-426

Nouvelle convention de site pour l'Opération campus de Bordeaux - Décision - Convention - Autorisation

Monsieur Franck RAYNAL présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de l'engagement de Bordeaux Métropole au sein de l'Opération campus, la convention de site a pour but de fixer les engagements des différentes parties prenantes au projet (Etat, Région, Caisse des dépôts, Métropole) et d'établir les principes de gouvernance de l'opération.

Cette nouvelle convention ne modifie pas le cadre, l'engagement financier et les modalités d'intervention de la Métropole mais actualise un certain nombre d'éléments au regard de l'avancée de l'opération (notamment le changement du portage du projet passé du Pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) à l'Université de Bordeaux, l'actualisation du calendrier et des engagements financiers des collectivités) et fait évoluer la répartition de la participation financière de la Métropole, à montant constant.

1. Contexte

L'Opération campus : éléments généraux

Lauréate de l'appel à projets national de 2008, l'Opération Campus de Bordeaux vise à rénover et dynamiser les sites universitaires de l'agglomération bordelaise pour créer de véritables lieux de vie et accroître leur visibilité internationale.

Cette opération vise à mettre en place un plan exceptionnel répondant à l'urgence de la situation immobilière des universités françaises, dont certaines n'ont pas été rénovées depuis plus de 30 ans. Il s'agit également de requalifier les campus bordelais afin de les mettre en valeur et de leur donner une identité forte leur permettant de renforcer leur attractivité. L'Opération campus concerne les sites universitaires du campus de Bordeaux-Victoire, Bordeaux-Carreire et Pessac-Talence-Gradignan.

Partenaires de l'Opération campus

Le projet Opération Campus Bordeaux a été à l'origine estimé à 538 M€ (valeur 2008), dont plus de 400 M€ d'investissement financés grâce à :

- la dotation placée de l'État de 475 M€, qui produit des intérêts annuels (gérés par la Caisse des dépôts) ;
- la participation du Conseil régional d'Aquitaine, plafonnée à 200 M€ qui porte sur de l'investissement en patrimoine immobilier universitaire ;
- la participation Bordeaux Métropole, qui s'est engagée à participer aux projets de l'université de Bordeaux dans le cadre notamment de ses compétences de l'époque à hauteur de 51,5 M€.

Ce partenariat a été entériné par la signature entre l'Université de Bordeaux, l'Université Bordeaux Montaigne, la Caisse des dépôts, l'État, la Région et la Métropole, de la convention de site en date du 20 décembre 2010.

Intervention de Bordeaux Métropole au sein de l'Opération campus telle que définie dans la convention de site du 20 décembre 2010

La convention de site de l'Opération Campus, adoptée par délibération du conseil métropolitain le 22 octobre 2010, a fixé la participation de la Métropole à 51,5 M€ et les répartissaient comme suit :

- 38 M€ sur des travaux d'aménagement des espaces publics :
 - o dont 23 M€ sur des opérations identifiées ;
 - o et 15 M€ sur les 2e et 3e tranches de l'opération campus ;
- 13,5 M€ sur des subventions à des opérations immobilières de « vie de campus ».

Pour mémoire, La Cub (devenue Bordeaux Métropole le 1^{er} janvier 2015) avait annoncé dans le rapport en bureau du 7 octobre 2010 qu'elle participerait à d'autres projets relatifs à l'enseignement supérieur et à la recherche mais hors convention de site à hauteur de 50 M€ supplémentaires.

A noter que d'ores et déjà, 17,3 M€ ont été investis hors convention de site et hors Contrat de plan Etat-Région (CPER) sur les campus de la Métropole depuis 2010 (KEDGE, Institut national de recherche en informatique et en automatique, Institut de recherche technologique Saint-Exupéry, Restaurant universitaire de Carreire à Bordeaux...).

2. Nouvelle convention de site de l'Opération campus

Les partenaires de l'Opération campus, que sont l'Etat, la Région, la Métropole, les Universités de Bordeaux et de Bordeaux Montaigne et la Caisse des Dépôts ont souhaité se doter d'une nouvelle convention de site pour actualiser et réaffirmer leur engagements respectifs dans ce projet majeur pour le territoire.

L'Université de Bordeaux souhaite prendre en compte les évolutions de la programmation du chantier et fixer les engagements financiers actualisés des différents signataires.

La Région s'est engagée à financer la rénovation du patrimoine immobilier universitaire avec un plafond de 200 M€ (soit 50%). Aujourd'hui, 112 M€ de la Région sont fléchés sur des projets proposés au cofinancement par l'Université. En tout état de cause, la Région pourrait aller jusqu'à 200 M€ d'investissement, si de nouvelles opérations étaient prévues (dans la limite des crédits votés à son PPI).

Ces évolutions supposent d'actualiser un certain nombre d'éléments au regard de l'avancée de l'opération et de revoir le programme global des projets annexé à la convention de site. Concernant la Métropole, cette nouvelle convention ne modifie pas le montant global de l'intervention métropolitaine.

Lors du comité de pilotage de la convention de site du 10 juillet 2014, les principes de rédaction d'une nouvelle convention de site de l'opération campus ont été actés entre les parties.

Ainsi, la nouvelle rédaction de la convention de site a pour objectif de :

- prendre en compte le changement de l'établissement en charge du portage du projet, initialement porté par le Pôle de recherche et d'enseignement supérieur de Bordeaux et transféré à l'Université de Bordeaux au moment de sa création (1^{er} janvier 2014) ;
- modifier les articles 4, 5 et 7 concernant les engagements de l'État, de la Région, de la Métropole et de l'Université de Bordeaux. Les grandes thématiques et la contribution globale de la Métropole restent inchangées et figées à 51,5 M€ ;
- supprimer les annexes 2 et 4 de la convention qui listaient les opérations à mener, pour les remplacer par une seule annexe financière qui permet de consolider les opérations financées par l'État, la Région et la Métropole en reprenant les éléments de contexte : notamment l'actualisation du calendrier prévisionnel (prise en compte de décalage d'opérations, abandon du phasage initialement prévu en plusieurs tranches au profit d'une présentation en tranche ferme et conditionnelle...) et la baisse de l'investissement global initialement prévu ;
- de réaffirmer le positionnement et l'engagement de Bordeaux Métropole en faveur des espaces publics et des lieux de vie du campus ;
- de valoriser la mise à disposition d'un cadre de catégorie A pour le suivi des opérations de vie de campus en vue de leur ouverture plus large aux habitants et aux acteurs socio-économiques du territoire et des communes.

Actualisation de la répartition des engagements financiers de la Métropole

La contribution de la Métropole porte sur un montant de 51,5 M€ qui se compose de 36,5 M€ pré-affectés sur différentes opérations dès 2010 et 15 M€ prévus initialement sur des opérations d'aménagements d'espace public en phase 2 et 3 mais non fléchés sur des programmes identifiés.

Lors du comité de pilotage de la convention de site en date du 10 juillet 2014, il a été proposé d'acter le principe d'une nouvelle répartition des 15 M€, à la fois sur des opérations d'aménagement en lien avec les opérations immobilières universitaires mais également sur de nouvelles opérations immobilières contribuant à la vie de campus.

Cette contribution de la Métropole permet d'augmenter les performances du modèle financier global, de lancer certaines opérations et par la même de dynamiser l'ensemble du programme de rénovation du campus.

Ainsi, au regard des objectifs fixés par Bordeaux Métropole et après discussion avec les partenaires, il a été convenu que cette enveloppe de 15 M€ contribue d'une part, aux travaux de rénovation de bibliothèque universitaire Droit-Lettres du site de Montaigne-Montesquieu et d'autre part, aux travaux de rénovation des différents équipements sportifs du domaine de Pessac, Talence, Gradignan dont l'ensemble est particulièrement remarquable à l'échelle de l'agglomération.

Concernant la bibliothèque universitaire Droit-Lettres :

Desservie par la station de tramway Montaigne-Montesquieu et située entre l'Université Bordeaux Montaigne et le collège de droit et d'économie de l'Université de Bordeaux, à proximité de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux (agrandi et rénové) et du futur bâtiment « H1 » de la maison de l'économie, la bibliothèque constitue un lieu majeur de vie de campus du site universitaire de Pessac-Talence-Gradignan.

Particulièrement dégradée, cette bibliothèque, véritable équipement métropolitain avec 7 000 entrées par jour et plus de 20 000 inscrits, n'est pas à la hauteur d'un campus et d'une métropole de niveau européen. Aussi, sa rénovation constitue une priorité importante pour le domaine universitaire de Pessac-Talence-Gradignan, les universités et la Métropole.

Répartition des investissements de Bordeaux Métropole

L'annexe à la convention de site détaille la répartition de l'ensemble des investissements de la Métropole au sein de l'opération campus. Les 15 M€ destinés initialement à de l'aménagement y sont ainsi répartis, dans la nouvelle convention, comme suit :

- bibliothèque Universitaire Droit-Lettres (Pessac) : 7 M€,
- aménagement d'espaces publics site Montaigne-Montesquieu (pôle de vie Pessac Talence Gradignan) : 2 M€ (en complément des 4 M€ déjà prévus sur cette opération), ce qui permettra de valoriser ce site très fréquenté par les étudiants et sur lequel la Métropole sera intervenue fortement (bibliothèque interuniversitaire et terminus partiel du tramway),
- aménagement autour du pôle de vie de Carreire : 1,6 M€ (en complément des 1,4 M€ prévu sur le bâtiment à construire),
- espace étudiant Bordeaux-Victoire suite au départ d'odontologie (volet aménagement d'espaces publics) : 1,4 M€ (en complément des 3 M€ déjà prévus pour l'aménagement du nouveau bâtiment),
- installations sportives dont le stade nautique : 3M€ sur des bâtiments de vie de campus (en complément des 4,7M€ déjà programmé).

Soit au total une répartition avec 5 M€ en aménagements et 10 M€ en bâtiments de vie de campus.

Cette nouvelle convention permet à l'Université de Bordeaux d'actualiser son modèle financier et de réaffirmer l'engagement de Bordeaux Métropole en faveur de son campus en répondant aux priorités qu'elle s'est fixée.

En outre, l'intégration nouvelle du projet de rachat du terrain Léo Saignat pour la construction de bâtiments universitaires de recherche à la convention de site, sur le site de Carreire à Bordeaux, va permettre de valoriser cet investissement initialement prévu hors-convention de site et hors-CPER (1,1 M€ ville de Bordeaux pour la participation à la reconstitution de l'offre de logements, 3,1 M€ de Bordeaux Métropole pour l'enseignement supérieur et la recherche), faisant passer la participation totale de Bordeaux Métropole à la convention de site à 54,6M€ (51,5M€ + 3,1M€ pour la participation au projet Léo Saignat).

Point d'actualité

Les projets qui seront prochainement soumis à délibération du Conseil de Bordeaux Métropole dans le cadre de la convention de site sont les suivants :

Juillet 2016 :

- rachat du terrain de Domofrance « Léo Saignat » à Bordeaux et cession à l'Université de Bordeaux : la libération du foncier de la résidence Léo Saignat, initialement prévue hors convention de site et hors CPER car liée au projet « Neurocampus » de la Région, servira à la construction des locaux de

l'odontologie et d'un bâtiment de recherche, dans le cadre de l'Opération campus. L'intégration nouvelle de ce projet convention de site va permettre de valoriser cet investissement (3,1 M€ de Bordeaux Métropole pour l'enseignement supérieur et la recherche).

Septembre 2016 :

- espace public Béthanie à Talence : l'aménagement de cet espace public, au droit de la station de tramway Béthanie permettra de constituer une véritable entrée de site de l'Université de Bordeaux sur son site de Sciences et technologie (1,2 M€ en tranche 1 et 1,6 M€ en tranche 2 d'investissements de Bordeaux Métropole).

Dernier trimestre 2016 :

- espace public François Bordes à Talence : l'aménagement de cet espace public autour de la station de tramway François Bordes permettra d'accompagner la livraison des rénovations des bâtiments universitaires de la zone « B » de Sciences et technologie de l'Université de Bordeaux et d'en améliorer l'accès en mobilités douces (2,5 M€ d'investissements de Bordeaux Métropole).
- piscine universitaire de Talence : la réfection des zones vestiaires, d'accueil et des abords de la piscine universitaire, conformément aux engagements relatifs aux espaces de vie de campus et en lien avec l'objectif d'ouverture à un plus large public (riverains, associations sportives) sera engagée dans le courant de l'année 2017 pour une réouverture en 2018 (1,5 M€ d'investissements de Bordeaux Métropole).

Premier semestre 2017 :

- Bibliothèque Droit-Lettres de Pessac (7 M€ d'investissements de Bordeaux Métropole) ;
- Espace étudiant Bordeaux-Victoire suite au départ de l'odontologie sur le site de Carreire (4,4 M€ d'investissements de Bordeaux Métropole).

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Bordeaux Métropole,

VU l'article L5217-2 du Code général des collectivités territoriales,

VU le rapport en bureau du 7 octobre 2010 « Vers une nouvelle collaboration entre l'Université, la Région et La Cub »,

VU la délibération du 22 octobre 2010 « Vers une nouvelle collaboration entre l'Université, la Région et La Cub »

VU le rapport en bureau du 5 mars 2015 « Interventions de la Métropole sur les campus et en matière d'enseignement supérieur et de recherche »

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT la nécessité d'officialiser les modifications dans le portage du projet Opération campus par l'Université de Bordeaux, d'actualiser les engagements financiers des partenaires et de participer à l'impulsion nécessaire à l'avancée de l'Opération Campus

DECIDE

Article 1 : de valider les propositions d'engagement financier au titre de la nouvelle convention nationale de l'Opération Campus avec une prévision des investissements inchangée par rapport à la délibération du 22 octobre 2010

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président de Bordeaux Métropole ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires à l'adoption de la nouvelle convention de site de l'Opération Campus

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de Bordeaux Métropole le 8 juillet 2016

REÇU EN PRÉFECTURE LE : 8 AOÛT 2016	Pour expédition conforme, le Président,
PUBLIÉ LE : 8 AOÛT 2016	 Monsieur Alain JUPPE



OPERATION CAMPUS BORDEAUX

CONVENTION PARTENARIALE DE SITE



CONVENTION PARTENARIALE DE SITE

OPERATION CAMPUS

Entre

L'État, représenté par Madame la ministre de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Assisté par le Préfet de la région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes, Préfet de la Gironde

Et par le Recteur d'Académie, chancelier des universités,

Ci-après dénommé « l'État »,

La Région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes, représentée par le Président du conseil régional,

Ci-après dénommée « la Région »,

Bordeaux Métropole, représentée par le Président de la Métropole,

Ci-après dénommée « la Métropole »,

La Caisse des dépôts et consignations, représentée par la Directrice régionale de la Caisse des Dépôts et Consignations,

Ci-après dénommée « la CDC »,

L'Université Bordeaux Montaigne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, représentée par son Président,

L'Université de Bordeaux, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, porteur de l'Opération Campus de Bordeaux, représentée par son Président,

Il a été convenu ce qui suit.

PREAMBULE

L'Etat a entrepris un effort sans précédent en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche afin de replacer la connaissance et l'innovation au cœur de notre économie, de rapprocher entreprise privée et recherche publique, et de relancer la France dans la compétition internationale.

L'Opération Campus est un élément majeur de cette politique. Elle vise à requalifier et dynamiser des campus existants grâce à un effort massif et ciblé, pour créer de véritables lieux de vie, fédérer les grands campus de demain et accroître leur visibilité internationale.

A l'issue d'un appel à candidatures en 2008, un comité de personnalités qualifiées et indépendantes a sélectionné le projet intitulé « Opération Campus » élaboré par les membres de la communauté universitaire et scientifique et porté pour son compte par le pôle de recherche et d'enseignement supérieur l'Université de Bordeaux.

Dans le cadre de l'Opération Campus, la Région, la Métropole et la CDC, qui partagent les objectifs affichés de l'Etat s'associent pour contribuer au développement et au rayonnement du territoire.

La Région, dans la continuité de son investissement pour le développement des universités de son territoire, s'est mobilisée auprès de l'Université de Bordeaux dans le cadre de sa candidature à l'Opération Campus initiée par l'Etat.

Elle mène une politique volontariste de soutien à la recherche et à l'innovation justifiée par l'ambition d'une économie de la connaissance stimulant l'ensemble de la croissance économique régionale, à la fois pour accompagner la mutation des secteurs traditionnels et pour encourager la création de filières d'avenir à haute valeur ajoutée, prenant en compte les grands défis sociétaux tels que la transition énergétique et le vieillissement de la population. Pour cela, la Région a structuré un écosystème de l'innovation, par le développement de pôles scientifiques d'excellence, par la construction d'un réseau technologique performant et par la structuration de dynamiques technologiques et industrielles via une politique ambitieuse de création de clusters. Depuis 1998, elle a investi 1,2 milliards d'euros dans le soutien à la recherche, à l'enseignement supérieur et à l'innovation

Cette politique mise en place par la Région a permis de contribuer à la structuration et au renforcement de l'excellence scientifique des Universités du territoire.

Pour sa part, la Métropole appuie la stratégie de rénovation et de renforcement de l'attractivité de l'Université. Au cœur de la ville du savoir, le projet de modernisation et de développement élaboré par l'Université de Bordeaux contribue au renouveau de ses communes. Outre le détail de ses engagements, qui sera précisé dans le cadre global négocié entre les partenaires et repris dans l'article 6 de la présente convention, la Métropole entend tout particulièrement faciliter les dialogues et créer des perméabilités entre les fonctions et usages des différents sites universitaires, contribuant ainsi à l'ouverture de ces territoires à la Ville et leur insertion urbaine et durable aux quartiers avoisinants.

Elle continuera également à accompagner les synergies favorisant la promotion de l'attractivité du Campus en soutenant de nouvelles implantations. Dans le respect de ses engagements en matière d'agglomération durable et solidaire, respectueuse des enjeux écologiques et garante de l'équité et de la cohérence de ses politiques, la Métropole souhaite une Université ouverte sur son environnement et sa population et participera à l'atteinte de cet objectif.

Enfin, les communes de Bordeaux, Pessac, Talence et Gradignan, largement concernées par l'aménagement des sites du campus, ont activement participé aux ateliers des partenaires qui se sont tenus pendant la phase d'élaboration du Schéma Directeur Immobilier et d'Aménagement de l'Université de Bordeaux. Elles y ont été largement associées, en particulier dans le cadre de leurs compétences en termes d'application du droit des sols.

Dans le cadre de son plan stratégique Elan 2020, la CDC a fait de l'accompagnement des Universités vers l'autonomie une de ses priorités. Elle se propose à cet effet de mobiliser une enveloppe en fonds propres de 450 millions d'euros pour la requalification du parc immobilier universitaire national.

Par ailleurs, par lettre de février 2009, le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi a autorisé la CDC, en sa direction des fonds d'épargne (« DFE ») à mettre en place une enveloppe de prêts sur fonds d'épargne, d'une durée de cinq années (2009-2013), d'un milliard d'euros destinée à financer les projets universitaires.

La Conférence des Présidents d'Universités (« CPU ») et la CDC ont conclu le 3 juillet 2008 une convention de partenariat qui sert de cadre à l'accompagnement par la CDC des universités dans l'élaboration de leur plan stratégique.

Dans ce cadre, une convention de partenariat a été signée le 17 juillet 2008 entre l'Université de Bordeaux, porteur du projet Opération Campus de Bordeaux, et la CDC. En application de cette convention, l'élaboration d'un Schéma Directeur Immobilier et d'Aménagement, a été lancée.

En complément de ces conventions de partenariat, l'Université de Bordeaux, la Région Aquitaine et la CDC ont signé le 21 novembre 2008 un protocole d'accord ayant, dans le cadre de l'Opération Campus, pour objet d'étudier les conditions de mise en œuvre d'une Société de Réalisation et ayant abouti à la proposition d'un montage innovant alternatif à un contrat de partenariat public-privé. La mise en place de cette Société de réalisation a donné lieu à un pacte d'associés signé le 4 décembre 2009 entre l'Université de Bordeaux, le Conseil Régional et la CDC.

Dans ce contexte, la CDC s'associe par la présente convention à l'Opération Campus de Bordeaux à laquelle elle apporte une contribution complémentaire qui s'ajoute à celle de la convention évoquée ci-dessus.

Le PRES Université de Bordeaux a ainsi répondu à l'appel à candidatures Campus du 6 février 2008 sur la base d'un projet partagé par la communauté universitaire.

Le projet de l'« Opération Campus de Bordeaux » s'articule autour de trois défis majeurs :

- réorganiser une offre d'enseignement et de recherche pluridisciplinaire autour de pôles forts et visibles (mathématiques-informatique, physique-chimie, biologie-sciences terre et mer et environnement, sciences archéologiques, humanités numériques, droit et sciences politiques, économie et gestion)
- jouer un rôle majeur dans le dynamisme économique du territoire bordelais et régional
- agir pour le développement d'un esprit de campus, levier majeur du rayonnement durable des établissements du site bordelais sur la scène internationale.

Sur ce dernier défi, la dimension immobilière est déterminante : locaux adaptés aux usages et aux normes de sécurité, bâtiments porteurs de modernité ou de différenciation, services répondant au rythme du cycle de vie. Il s'agit donc de conduire un projet immobilier au service de la stratégie universitaire, sur les quatre sites inscrits dans le cadre de l'Opération Campus (Pessac / Talence / Gradignan, Bordeaux Carreire, Victoire/centre-ville et Bastide rive droite). Son approche s'appuie sur un diagnostic des besoins immobiliers et fonctionnels.

A partir de ce diagnostic, un schéma directeur immobilier et d'aménagement (SDIA) a été réalisé et validé en 2010. Il comprend 5 axes : le redéploiement entre plusieurs sites, l'optimisation de l'utilisation des lieux et la recherche de montages financiers avantageux, l'intégration d'une démarche de développement durable, la mise en place d'outils de gestion, l'élaboration de divers scénarii d'aménagement en collaboration avec les partenaires territoriaux (communes, Métropole, ...).

Sur la base du SDIA, des études urbaines ont été réalisées sur les domaines de Bordeaux Carreire et Pessac / Talence / Gradignan. Elles ont permis d'en préciser les axes d'aménagement visant en faire des sites à la fois reliés à la ville et affirmés dans leur identité universitaire :

- le site « Pessac – Pessac – Gradignan » :
 - Une plus grande mixité des usages
 - Un développement raisonné et cohérent, équilibré entre les fonctions universitaires et urbaines (logement, activités économiques, services...)
 - Un grand parc central mis en réseau avec les espaces paysagers proches
 - Des flux de transit routier en périphérie et des flux intérieurs maîtrisés grâce à un maillage recomposé qui favorise les modes doux
 - Le tramway comme levier de développement autour de pôles articulés aux espaces structurants et aux quartiers
- le site de « Carreire » :
 - Désenclaver l'université
 - Créer une qualité d'espaces publics

- Retrouver des possibilités de développement

CONTEXTE

La convention de site de l'Opération Campus de Bordeaux a été signée le 20 décembre 2010 par l'État, la Région Aquitaine, la Communauté Urbaine de Bordeaux, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) « Université de Bordeaux », devenu depuis la publication de la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, la Communauté d'universités et établissements d'Aquitaine (CUEA).

Le PRES « Université de Bordeaux » a répondu à l'appel à projets Opération Campus lancé le 6 février 2008 par l'État. Déclaré lauréat le 6 mai 2009 par la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, il est porteur du projet « Opération Campus de Bordeaux » depuis cette date.

Dans le cadre de la création de l'Université de Bordeaux (décret n° 2013-805 du 3 septembre 2013 portant création de l'Université de Bordeaux), établissement issu du regroupement des universités Bordeaux-I, Bordeaux-II et Bordeaux-IV, et à la suite des réformes introduites par la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 susmentionnée, les partenaires du site bordelais se sont entendus pour redéfinir le périmètre du PRES devenu désormais la CUEA.

En particulier, la mission inscrite à l'alinéa 3 de l'article 3 de ses statuts d'assurer la gouvernance, de piloter, mettre en œuvre et suivre l'exécution de l'Opération Campus a été supprimée par ledit décret.

Ainsi, le conseil d'administration de la CUEA, réuni le 24 octobre 2013, a décidé de transférer le portage de l'Opération Campus à l'Université de Bordeaux à compter du 1er janvier 2014 ; l'assemblée constitutive provisoire de l'Université de Bordeaux a accepté les termes du transfert le 16 décembre 2013.

Il convient donc de prendre en compte le transfert de ces compétences vers l'Université de Bordeaux.

Par ailleurs, la Région a fait part de contraintes financières la conduisant à adapter sa participation à l'Opération Campus.

Ainsi, la liste des opérations de démolition, de cession, d'aménagement, de construction, de réhabilitation et d'amélioration du projet initial doit être modifiée.

Il convient par ailleurs d'inclure dans la liste précitée les opérations isolées déjà réalisées grâce à l'utilisation des intérêts intermédiaires de la dotation Campus qui ont permis d'accélérer la mise en œuvre opérationnelle pour les situations d'urgence.

Le comité de suivi prévu à l'article 8 de la convention de site a recommandé ces principes lors de sa réunion du 10 juillet 2014.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention qui se substitue à celle du 20 décembre 2010, détermine les engagements respectifs des parties en vue de la réalisation des opérations constituant le projet Campus élaboré par la communauté universitaire et scientifique sous l'intitulé « Opération Campus ». Ce projet et la liste des opérations de démolition, de cession, d'aménagement, de construction, de réhabilitation et d'amélioration qu'il comporte constituent respectivement l'annexe 1 de la présente convention.

La présente convention a pour objet de :

- prendre en compte le changement de l'établissement en charge du portage de l'Opération Campus, et par suite d'opérer le transfert des engagements pris par le PRES (CUEA) du chef de la convention partenariale de site Opération Campus du 20 décembre 2010 à l'Université de Bordeaux ;

- adapter les articles concernant les engagements de l'État afin de prendre en considération les adaptations nécessaires au regard du modèle retenu pour l'opération campus de Bordeaux ;
- modifier les articles concernant les engagements de la Région, de la Métropole et de l'Université de Bordeaux ;
- supprimer les annexes 2 et 4 de la convention ;
- ajouter un article concernant les engagements de l'Université Bordeaux Montaigne ;
- les remplacer par une annexe financière n°1 qui permet de prévoir les participations financières de l'Etat, de la Région et de la Métropole dans les plans de financement des opérations et reprenant les éléments énoncés dans le contexte :
 - o la signature du premier contrat de partenariat public-public universitaire ;
 - o la prise en compte des opérations intermédiaires ;
 - o la baisse de l'investissement initial global ;
 - o la prise en compte des estimations d'opérations issues de l'avancement de la programmation ;
 - o le calendrier prévisionnel des opérations dans une nouvelle annexe n°2.

ARTICLE 2 – TRANSFERT DE COMPETENCE

Depuis le 1^{er} janvier 2014, l'Université de Bordeaux assure le portage de l'Opération Campus. Dans ce cadre, ont été notamment transférées à l'Université de Bordeaux les conventions permettant la poursuite de l'Opération Campus ci-après énumérées :

- les conventions d'opérations en cours (financement ANR d'opérations intermédiaires, etc.) ;
- les conventions liées à la réalisation d'une première tranche immobilière concernant 16 bâtiments du secteur Sciences et Technologies sur le site de Pessac-Talence-Gradignan (le premier contrat de conception-réalisation-maintenance a été signé le 12 novembre 2012 par la Société de Réalisation Immobilière et d'Aménagement, ci-après SRIA) :
 - o la convention d'utilisation matérialisant la mise à disposition par l'État au profit de l'Université de Bordeaux des parcelles et bâtiments concernés par la première tranche ;
 - o la convention de location entre la SRIA et l'Université de Bordeaux concernant la première tranche ;
 - o la convention portant occupation temporaire du domaine public de l'État constitutive de droits réels entre l'Université de Bordeaux et la SRIA ;
 - o l'avenant à la convention pour la souscription et la mise en œuvre de la première tranche de l'opération entre l'État, l'Agence nationale de la recherche et l'Université de Bordeaux ;
 - o l'accord direct relatif au financement de la première tranche de l'Opération Campus entre l'Université de Bordeaux, la SRIA et la CDC (Direction des fonds d'épargne et Section générale).

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS COMMUNS DES PARTIES.

Par décisions interministérielles des 13 et 20 janvier 2010, l'Etat a accepté que le recours à un montage innovant tel que proposé par la CDC, la Région et l'Université de Bordeaux, constitue une alternative au contrat de partenariat public-privé pour la réalisation des opérations du projet Opération Campus de l'Université de Bordeaux.

Les parties à la présente convention décident de se coordonner de manière à optimiser la réalisation des opérations convenues pour l'Opération Campus.

Dans le cas où certaines opérations ne seraient pas totalement définies, elles le seront suivant les modalités définies à l'article 10 de la présente convention.

Le comité de pilotage institué à l'article 10 de la présente convention pourra notamment formuler des recommandations à cet égard, par exemple en proposant des aménagements de la liste des opérations.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ETAT

L'État a alloué au projet Opération Campus porté par l'université de Bordeaux une dotation non consommable de 475 millions d'euros. Cette dotation, indépendante du type de montage retenu pour la réalisation du projet, constitue un capital dont le dépôt au Trésor produit des intérêts réservés à la réalisation du projet. Elle est actuellement confiée à l'Agence nationale de la recherche (ANR) par la convention conclue entre l'État et l'ANR publiée au Journal officiel du 31 juillet 2010.

La signature de la première autorisation d'occupation temporaire (AOT) ayant été effectuée le 12 novembre 2012 pour la réalisation de la première phase de l'Opération Campus (secteur Sciences et Technologies), la fraction de la dotation (146 400 000 euros) correspondant à cette opération sera transférée à l'Université de Bordeaux porteur du projet Opération Campus en 2015 et 2016.

Le versement des autres fractions de dotation sera concomitant à la signature des marchés de travaux d'un volume suffisant d'opérations générant la nécessité d'un recours à l'emprunt.

Les conventions mentionneront nécessairement le caractère non consommable de la dotation ainsi que sa mise en dépôt sur un compte ouvert dans les écritures d'un comptable du Trésor. L'arrêté du 15 juin 2010, publié au Journal officiel du 17 juin 2010, fixe les modalités de la rémunération de la dotation dont les intérêts sont portés au compte n°75000-00001051012.

L'université de Bordeaux est en outre éligible au bénéfice des intérêts intermédiaires que perçoit l'ANR avant transfert des dotations aux porteurs de projet en vue d'accélérer la réalisation d'opérations qui contribuent à la mise en œuvre de l'Opération Campus.

Dans ce cadre, l'Etat participe au financement des investissements de la première phase de l'Opération Campus (secteur Sciences et Technologies) à hauteur de 39,45 millions d'euros de subventions.

De plus, l'Etat a attribué 31,5 millions d'euros de subventions aux établissements universitaires bordelais qui ont permis de financer une quinzaine d'opérations isolées entre 2010 et 2015.

En parallèle, l'Etat s'est engagé à attribuer à l'université de Bordeaux des moyens financiers dédiés à l'ingénierie des projets et imputés sur les crédits du Plan de relance, au titre du Programme exceptionnel d'investissement public, par une convention tripartite signée le 28 juillet 2009 par le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé de la mise en œuvre du plan de relance et le Président de l'établissement porteur de projet. Une seconde convention, portant sur la période 2013 – 2015 et attribuant un financement au titre des intérêts intermédiaires, a été signée le 14 novembre 2014. La contribution de l'Etat atteint à ce jour 7,897 millions d'euros au titre de la convention d'ingénierie.

Des crédits d'investissement actuellement prévus pour des opérations inscrites au Contrat de Projets Etat-Région 2015/2020 pourront être, selon les règles qui lui sont propres, affectés en sus à la réalisation de l'Opération Campus lorsqu'il apparaîtra opportun de lier entre elles ces opérations pour les motifs d'optimisation évoqués à l'article 3, et dans les conditions dudit article.

Selon la nature des opérations du projet Opération Campus et selon les dispositions contractuelles touchant à la maintenance et à l'exploitation des équipements, la part restant aux établissements liée à ces deux postes de dépense pourra être allouée aux établissements bénéficiaires au moyen d'autres crédits affectés, voire laissée à la charge de leur budget propre.

Un Comité Inter-administratif de Suivi associant les représentants de niveau central du ministre chargé de l'économie et des finances, du ministre chargé du budget et de celui chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche veillera :

- à ce que le calendrier de tirage de la dette de l'Opération Campus de Bordeaux, donc le calendrier de réalisation des opérations, soit soutenable du point de vue de la trajectoire d'endettement public,
- à la soutenabilité des investissements et du GER induits par l'Opération Campus de Bordeaux au regard des revenus de la dotation,
- à la soutenabilité des coûts de fonctionnement des opérations réalisées pour un même établissement utilisateur au regard de son budget.

Plus généralement, l'Etat s'attachera à faciliter les procédures foncières, fiscales et domaniales dans un but d'optimisation du projet, notamment économique.

Cet engagement perdurera au delà des subventions réalisées.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'est engagée pleinement dans le recours au montage innovant accepté par décisions interministérielles des 13 et 20 janvier 2010, alternative publique au recours à un contrat de partenariat public-privé pour la réalisation des opérations du projet Opération Campus de Bordeaux.

Autorisée par le décret n°2011-720 du 23 juin 2011, la Région a mobilisé les fonds nécessaires à la capitalisation de la Société de réalisation immobilière et d'aménagement de l'université de Bordeaux (SRIA UB) créée avec la CDC et l'université de Bordeaux, dans le cadre d'une politique commune décidée au sein des instances de ladite société. Elle a mobilisé les capitaux nécessaires destinés à la constitution des fonds propres de ladite société à un niveau déterminé à la fois dans le cadre de l'ingénierie financière et par le décret cité.

Elle a engagé à hauteur de 56 millions d'euros les budgets pour le financement des investissements immobiliers réalisés par la SRIA dans le cadre de la convention d'occupation temporaire que lui a consenti l'université de Bordeaux pour la première tranche « Sciences et technologies » de l'Opération Campus. Elle a également engagé à hauteur de 22,95 millions d'euros les budgets pour le financement d'investissements immobiliers sous maîtrise d'ouvrage des universités de Bordeaux et Bordeaux Montaigne.

La Région interviendra sur les investissements, principalement sur ceux immobilisés par la SRIA dans le cadre du montage innovant et sur ceux réalisés par les universités bénéficiaires de l'Opération Campus pour un montant global de 112 millions d'euros qui recouvre les engagements déjà contractualisés dans la limite des budgets votés en référence à son plan annuel d'investissements, instrument de gestion interne à la collectivité.

En tout état de cause, la totalité des crédits budgétaires ainsi votés est plafonnée à la moitié des dépenses immobilisées par les bénéficiaires, SRIA ou universités, avec un maximum de 200 millions d'euros.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DE BORDEAUX METROPOLE

Les interventions de Bordeaux Métropole portent prioritairement sur l'aménagement du campus, afin d'améliorer l'insertion urbaine et durable des sites universitaires et l'accompagnement de nouvelles implantations favorisant l'attractivité et le rayonnement des universités de la métropole bordelaise.

6-1 Principes d'action de la Métropole

L'engagement de Bordeaux Métropole se structure selon deux principes d'action :

6-1-1 Au titre du volet « aménagement » de l'Opération Campus, la Métropole projette d'accompagner les projets immobiliers en s'engageant sur des interventions concernant l'accessibilité, la desserte et la restructuration des espaces publics et des réseaux. L'objectif est d'assurer une cohérence dans les liaisons et les cheminements entre les bâtiments impactés, les services urbains, notamment les stations de transport public (Tramway, Bus, V3), et les centralités existantes (bâtiments universitaires, site de restauration, équipements sportifs et sociaux).

6-1-2 Au titre du volet « vie de campus », l'engagement de la Métropole vise à développer ou à améliorer l'offre de services de proximité, notamment les services de médecine préventive (sur le domaine universitaire de PTG et à Bordeaux Carreire-Victoire), plusieurs pôles de vie, des maisons afin d'accueillir les associations, mais aussi des équipements sportifs, (mutualisation souhaitée avec les publics des communes et des quartiers avoisinants). Ces engagements visent à permettre aux étudiants de pouvoir travailler et échanger le soir, le week-end, voire pendant les vacances dans des lieux conviviaux et modernes (liaisons internet haut débit, salles d'étude, lieux de débat, restauration). C'est dans cette logique que la Métropole s'est associée à la réalisation et au financement des études urbaines pré-opérationnelles permettant une meilleure intégration urbaine et une programmation plus détaillée sur les sites de Bordeaux Carreire-Victoire et Pessac-Talence-Gradignan.

6-2 Modalités d'interventions

6-2-1 La Métropole peut intervenir en maîtrise d'ouvrage directe pour des opérations d'aménagements. L'Etat s'engage à diligenter les procédures domaniales adaptées (transfert de gestion ou transfert en pleine propriété) pour permettre les interventions de la Métropole.

6-2-2 La Métropole peut également intervenir sous la forme d'un accompagnement financier, notamment en participant à des actions sous maîtrise d'ouvrage de la Société de réalisation immobilière de l'Université de Bordeaux (SRIAUB) ou en conventionnant directement avec l'Université de Bordeaux. Par ailleurs, certaines interventions de la Métropole au titre de la convention de site pourraient être déléguées à la SRIAUB ou à l'Université de Bordeaux pour des raisons techniques (imbrication d'opérations essentiellement), selon des modalités à définir.

La contribution de la Métropole porte sur un montant de 55,6 M€ dont 40,6 M€ ont été pré-affectés sur différentes opérations dès 2010. Une répartition des 15 autres M€ (prévus initialement sur des opérations d'aménagements d'espace public et non fléchés sur des programmes identifiés) figure dans l'annexe n°1.

D'un commun accord, les membres du comité de pilotage de la convention de site, en date du 10 juillet 2014, ont acté le principe d'une répartition des 15 M€ en partie sur des opérations d'aménagement en lien avec les opérations immobilières universitaires mais également sur des opérations immobilières contribuant à la vie de campus.

Cette annexe n°1 indique les interventions possibles de la Métropole dans le cadre de l'Opération Campus. Les montants indiqués dans cette annexe n°1 pourront être ajustés en fonction des projets retenus en respectant les équilibres entre les projets relevant de l'aménagement et de la vie de campus ainsi que le montant de l'enveloppe globale apportée par Bordeaux Métropole.

6-2-3 Les modalités de gestion des futurs espaces publics et équipements de vie de campus universitaires, aménagés ou financés dans le cadre de la convention de site par Bordeaux Métropole, devront être anticipées et assumés par le gestionnaire du site universitaire. Bordeaux Métropole ne peut s'engager à être gestionnaire que sur les voiries et espaces publics à vocation métropolitaine du campus.

6-2-4 La participation financière de Bordeaux Métropole sera engagée sur chaque projet après vote du conseil de Métropole et dans la limite des crédits votés de son Plan Pluriannuel d'Investissement, instrument de gestion interne à la collectivité.

6-2-5 Dans la perspective d'offrir aux habitants de la Métropole et plus largement aux acteurs économiques et sociaux un accès aux multiples espaces et équipements universitaires, tels que les équipements sportifs, mais aussi les espaces verts leur permettant d'investir les campus comme des lieux de vie partagés, il est mis à disposition de l'Université de Bordeaux, pour une durée de 3 ans, un agent de catégorie A de Bordeaux Métropole en capacité de suivre à la fois les opérations de vie de campus sur lesquelles l'établissement est engagé dans le cadre de la convention de site et, par ailleurs, de donner à ces opérations différents développements permettant d'atteindre toute la dimension d'ouverture recherchée.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Ayant développé de nombreux travaux d'ingénierie sur les montages juridiques et financiers, et conduit des projets immobiliers dans ce domaine, en partenariat notamment avec l'Etat, la CDC s'engage, dans le cadre de l'Opération Campus de Bordeaux, à mettre son ingénierie et ses compétences au service du projet porté par l'Université de Bordeaux.

Dans le cadre des travaux et études qu'elle a engagés :

- (i) avec l'Université de Bordeaux en application de la convention de partenariat, du 17 juillet 2008 et
- (ii) avec l'université de Bordeaux 1 en application de la convention de partenariat du 17 juin 2008, la contribution financière de la CDC s'élève à un montant total de 505 000 euros :
 - 150 K€ pour la conduite du diagnostic immobilier

- 55 K€ pour l'AMO du cahier des charges du Schéma Directeur Immobilier et d'Aménagement
- 200 K€ pour l'élaboration du Schéma Directeur Immobilier et d'Aménagement
- 100 K€ pour l'élaboration du projet « Université Numérique d'Aquitaine »

Cette contribution financière contribue à qualifier le projet campus du point de vue immobilier, de la vie étudiante, de l'offre numérique et du développement durable avec une attention portée à la mutualisation des moyens et équipements.

En sus de l'engagement de 505 K€ et des dispositifs précités, la CDC participe au capital de la filiale immobilière de l'Université de Bordeaux chargée de la réalisation de l'Opération Campus.

Les études juridiques et financières relatives à la mise en œuvre du montage du projet immobilier au sein de cette filiale ne sont pas achevées. Au vu du résultat de ces études et après validation de ses organes décisionnels, la CDC fera les apports en fonds propres nécessaires à la réalisation du projet confié à la filiale.

La CDC pourra accorder des prêts sur fonds d'épargne et sur ses fonds propres à la filiale conformément au cadre réglementaire en vigueur.

ARTICLE 8 – ENGAGEMENTS DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

Le projet Opération Campus vise à ancrer les établissements d'enseignement supérieur du campus bordelais au cœur d'un territoire attractif et dynamique dont ils constituent l'un des leviers essentiels de la compétitivité.

Parmi ces établissements, l'université de Bordeaux, porteuse de l'Opération Campus, a adopté trois orientations emblématiques qui la positionnent comme établissement pilote :

- la promotion de nouvelles approches pédagogiques axées sur le parcours de l'étudiant et la professionnalisation à chaque niveau diplômant ;
- la définition d'une stratégie scientifique structurée en trois départements (sciences et technologies, biologie-santé, sciences humaines et sociales) et onze pôles d'excellence ;
- la transposition du projet pédagogique et scientifique à l'organisation spatiale de l'université, à l'échelle de l'agglomération bordelaise selon une vision globale, d'une part, et au niveau de chaque site. Il s'agit également de tirer partie des projets des collectivités territoriales et de participer aux dynamiques de développement impulsées par ces collectivités sur ces secteurs stratégiques de Bordeaux et de son agglomération.

Pour accueillir le fruit de ces ambitions, la restructuration du campus et sa mise au niveau des standards européens est indispensable : elle requiert une vaste rénovation de l'ensemble du parc, inévitable devant la vétusté de près de 60% des bâtiments datant des années 1960. Ces surfaces anciennes comportent d'autre part peu d'équipements spécifiques pour l'accueil de personnes handicapées. Enfin, l'université de Bordeaux a vu son effectif étudiant augmenter depuis 2002 à un rythme supérieur à la moyenne nationale, demandant des réponses immédiates, parfois incompatibles avec la pérennité.

L'Opération Campus fournit à la communauté universitaire de Bordeaux une opportunité unique pour repenser le schéma directeur de son urbanisation. C'est un levier essentiel permettant la restructuration complète des espaces en intégrant d'une part les projets immobiliers réalisés dans le cadre des CPER 2007-2013 et 2015-2020, d'autre part les requalifications imposées par la vétusté des locaux. La cohésion géographique des domaines du campus bordelais et la disponibilité de foncier permettent d'envisager le regroupement des activités et de mettre en œuvre des opérations de valorisation foncière, au sein d'une unité géographique unique et parfaitement ouverte sur la vie de la cité.

Par la signature de la convention d'ingénierie, l'université de Bordeaux, établissement porteur du projet, est le représentant de l'ensemble des établissements concernés par le projet Opération Campus de Bordeaux et en particulier l'Université Bordeaux Montaigne. Cette représentation s'exerce vis-à-vis de l'État et de tous les partenaires concernés par la mise en œuvre du projet.

L'Établissement porteur de projet a une obligation de résultat au regard des objectifs du projet et de moyens quant à la mise en œuvre du dispositif de gestion de projet. Il a également une obligation d'information à l'égard des parties et de l'ensemble de ses partenaires.

Il a pour mission de conduire à bien ce projet et est ainsi chargé des missions suivantes :

- assurer le pilotage général du projet,
- être l'interlocuteur unique de l'État et de l'ensemble des partenaires concernés par la mise en œuvre du projet,
- définir le périmètre, les objectifs et les moyens attachés à chacune des opérations constitutives du projet,
- assurer tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des instances de pilotage et de suivi du projet.

L'université de Bordeaux s'engage à informer les autres signataires de la présente convention de toutes les opérations de valorisation foncières et immobilières s'inscrivant dans le périmètre de l'Opération Campus de Bordeaux, et à affecter tout ou partie des produits de cette valorisation à l'équilibre financier du projet.

ARTICLE 9 – ENGAGEMENTS DE L'UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE

L'université Bordeaux Montaigne dispose de 51 783 m2 de Surface Hors Oeuvre Nette.

26% de ce patrimoine est considéré comme en état de vétusté avancé nécessitant une restauration lourde. Il faut rajouter à ce premier ensemble 30% d'espaces vétustes. Globalement, l'état des lieux thermique démontre la mauvaise performance des enveloppes des bâtiments (murs extérieurs non isolés, simples vitrages sur beaucoup de fenêtres, problème des toitures-terrasses).

L'Opération Campus représente pour l'université Bordeaux Montaigne l'opportunité d'améliorer significativement le cadre de vie de ses étudiants et des personnels. Elle représente également celle d'achever la réforme interne de ses composantes de formation et de ses services administratifs engagée depuis la rentrée 2010.

Au côté de l'établissement porteur, l'université Bordeaux Montaigne, par la voix de son Conseil d'Administration et par celle de son équipe de direction, entend poursuivre la participation active dans la gouvernance et la gestion du projet.

ARTICLE 10 – GOUVERNANCE

10-1 Comité de pilotage

Il est institué un comité de pilotage chargé de conduire la mise en œuvre de l'Opération Campus. Sa constitution est fixée comme suit:

- la Ministre chargée de l'Education nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, ou son représentant,
- le Ministre chargé de l'Economie, ou son représentant,
- le Ministre chargé du Budget, ou son représentant,
- le Préfet de la Région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes, ou son représentant, Président du comité,
- le Recteur de la région académique Aquitaine Limousin Poitou-Charentes, recteur de l'académie de Bordeaux, ou son représentant,
- le Président de l'Université de Bordeaux, porteur de projet, ou son représentant,
- le Président de l'Université Bordeaux Montaigne, ou son représentant,
- le Président du Conseil Régional d'Aquitaine Limousin Poitou-Charentes ou son représentant,
- le Président de Bordeaux Métropole ou son représentant,
- la Directrice Régionale de la Caisse des Dépôts et Consignations ou son représentant.

Il est institué un comité de pilotage spécifique « aménagement » constitué des mêmes membres ainsi que des communes de Bordeaux, Gradignan, Pessac et Talence.

Comme prévu à l'article 7 de la convention d'ingénierie signée le 18 février 2010 entre l'Etat, l'Université de Bordeaux et ses membres fondateurs, ce comité de pilotage se substitue à celui institué par l'Université de Bordeaux pour assurer le suivi de la convention d'ingénierie.

Pour mémoire, ce comité de pilotage n'a pas vocation à se substituer aux instances décisionnelles de chacun des signataires de la présente convention, ni au Comité stratégique de la société de réalisation immobilière et d'aménagement de l'Université de Bordeaux responsable de la mise en œuvre du projet qui lui aura été confié par l'Université de Bordeaux.

Par ses recommandations, le présent comité de pilotage veille à la bonne mise en œuvre du Schéma Directeur Immobilier et d'Aménagement et de l'Opération Campus. Il assure ainsi la coordination des responsables publics en charge des différents éléments du projet. Il est consulté aux principales étapes du projet.

Plus généralement, le comité de pilotage demeure la structure décisionnelle des orientations du projet « opération campus ».

L'Université de Bordeaux s'engage à remettre annuellement au comité de pilotage un compte rendu d'activité portant sur l'état d'avancement administratif, opérationnel et financier des opérations objets de la présente convention.

L'université de Bordeaux assure le secrétariat du comité de pilotage.

10-2 Comité de suivi

Il est institué un comité de suivi chargé de veiller au bon avancement des projets de l'Opération Campus (stratégie, finances, planning, ...).

Les partenaires signataires s'engagent à ce que ce comité de suivi soit le lieu d'échanges d'informations et de données qui s'avèreraient être utiles à la conception ou à la réalisation d'opérations relevant des périmètres énoncés plus hauts.

Il est constitué des représentants de l'ensemble des membres du comité de pilotage.
Le comité de suivi se réunira environ tous les 4 mois.

10-3 Comité technique

Il est institué un comité technique chargé de veiller à l'avancement régulier des projets de l'Opération Campus (préparation des comités de pilotage et de suivi, programmation, procédures, finances, planning, ...).
Il est constitué des services de l'ensemble des membres du comité de pilotage.
Le comité technique se réunira environ tous les 2 mois.

ARTICLE 11 – DUREE, REVISION.

11-1 Durée de la convention

La présente convention est conclue :

- pour une durée de 10 ans à compter de sa signature pour les investissements à réaliser
- et pour toute la durée des contrats de maintenance.

11-2 Révision de la convention

La présente convention, ainsi que ses annexes peuvent être révisées.

Dans tous les cas, toute modification du texte de la convention ou tout ajout d'un nouveau signataire devront être validés par les instances décisionnelles.

Fait à Bordeaux en 7 exemplaires, le

<p>Madame la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ou son représentant Monsieur le Préfet de la Région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes</p> <p>Pierre DARTOUT</p>	<p>Monsieur le Président du Conseil Régional d'Aquitaine Limousin Poitou-Charentes</p> <p>Alain ROUSSET</p>
<p>Monsieur le Président de Bordeaux Métropole</p> <p>Alain JUPPE</p>	<p>Madame la Directrice Régionale de la Caisse des Dépôts et Consignations</p> <p>Anne FONTAGNERES</p>
<p>Monsieur le Recteur d'Académie Chancelier des Universités</p> <p>Oliver DUGRIP</p>	<p>Monsieur le Président de l'Université de Bordeaux</p> <p>Manuel TUNON DE LARA</p>
<p>Madame la Présidente de l'Université de Bordeaux Montaigne</p> <p>Hélène VELASCO-GRACIET</p>	

Rappel convention de site 2010		Convention de site 2016						
				Investissement Campus Total K€ TTC *	Financement prévisionnel Campus maintenance et GER TTC valeur 2015	dont financement prévisionnel collectivités **		
Convention de site 2010 avec participation CUB	Investissement Campus TTC (50% ANR ; 50% Région) valeur finale	N° Modèle financier	Convention de site 2016			REGION AQUITAINE LIMOUSIN POITOU- CHARENTES	BORDEAUX METROPOLE affectation (40,6 M€)	Bx Métropole Affectation des 15 M€ initialement fléchés sur de l'aménagement de l'espace public
BORDEAUX 1			UNIVERSITE BORDEAUX (ex Bx 1)					
		Opé1 TR1	CRM tranche 1 - requalification de 16 bâtiments	146 946	29 070	56 000		
		Opé4 TR1	Hors CRM : A11	13 969	4 373	5 800		
		Opé4 TR2	Hors CRM : A29	2 653	1 348			
		Opé4 TR2	Hors CRM : datacenter	2 400	0			
		Opé1 TR4	Coûts supplémentaires CRM	5 875				
		Opé1 TR4	Surcoûts plomb tranche 1	1 320				
		Opé1 TR5	Surcoût reconstruction A4	1 300	3 035			
		Opé4 TR3	Démolition A4	6 525				
		Opé4 TR4	Construction plate-forme technique multiservices	4 297	994			
		Opé4 TR5	Aménagement secteur sciences et technologies	1 000				
Sous Total 1 UB 1	190 780		Rénovation réseau de chaleur	500				
			Sous Total 1 UB 1	186 785	38 819	61 800	0	0
BORDEAUX 2			UNIVERSITE BORDEAUX (ex Bx 2)					
		Opé2 TR3	Construction bâtiment "recherche" (zone nord)	73 689	10 620	14 700		
		Opé2 TR2	Réhabilitation bâtiment TP (zone sud)	26 716	8 442			
			Centrales Traitement Air Amphi	500				
Sous Total 2 UB 2	69 170		Sous Total 2 UB 2	100 905	19 062	14 700	0	0
BORDEAUX 3			UNIVERSITE BORDEAUX Montaigne (Bx 3)					
		Opé3 TR3	Réhabilitation maison de l'Archéologie	3 933	2 265	11 500		
		opé3 TR4	Restruct. maison de la recherche	1 464	348			
		opé3 TR1	Réhabilitation du parc immobilier Pessac	29 938	14 149			
			Réhabilitation maison des Arts	2 240				
			Réhabilitation amphi B200	350				
Sous Total 3 UB 3	23 460		Sous Total 3 UB 3	37 925	16 761	11 500	0	0
BORDEAUX 4			UNIVERSITE BORDEAUX (ex Bx 4)					
		opé3 TR1	Réhabilitation BU Droit - Lettres	18 461	7 588	12 500		7 000
		opé3 TR1	Réhabilitation du parc immobilier Pessac	14 970	14 273			
		opé3 TR2	Construction maison de l'économie - locaux UFR	21 620	3 463			
			Ascenseurs et salle de cours	760				
			Centrales Traitement Air Amphi	230				
Sous Total 4 UB 4	34 540		Sous Total 4 UB 4	56 041	25 325	12 500	0	7 000
AMENAGEMENT			AMENAGEMENT					
Station Peixotto	4 000		Peixotto	2 400			2 400	
Station Béthanie	2 400		Béthanie	2 800			2 800	
			Béthanie	675				
Avenue Roul	200		Arts et Métiers / Monadey	4 000			4 000	
Station Bordes	3 000		François Bordes	2 500			2 500	
Secteur Doyen Brus	1 400		Doyen Brus	2 000			2 000	
Eplanade des Arts	6 000		Eplanade des Antilles	4 000			4 000	
Espace public Léo Saignat	6 000		Aménagements campus Carreire	5 000			4 500	
En attente de prog	15 000		Acquisition foncier Carreire	3 600			3 100	
			Mise hors d'eau du bâtiment A22	800			800	
			Acquisition foncier Carreire	1 100				
			Cheminelements doux Carreire	650				
Sous Total 5 AMENAGT	38 000		Sous Total 5 AMENAGEMENT	29 525		0	26 100	0
VIE DE CAMPUS			VIE DE CAMPUS					
		Opé5 TR2	Aménagement espaces publics site Montaigne- Montesquieu (pôle de vie PTG)	6 000			4 000	2 000
		Opé5 TR4	Pôle de vie Carreire dont aménagement espaces publics	7 185	800		1 400	1 600
		Opé2 TR1	Construction Odontologie (Carreire)	12 573	1 834	6 000		
		Opé5 TR1	Espace étudiants Bx Victoire (Marne) suite départ Odontologie dont aménagement espaces publics	10 000	2 890	2 500	3 000	1 400
		Opé5 TR3	Installations sportives	22 183	4 288	3 000	4 700	3 000
			Etudes urbaines				400	
			Espace santé étudiante interuniversitaire	5 320				
			Plaine des sports Monadey (PTG)	7 000				
			Aménagement Cour Leyteire (Victoire)	1 000				
			Participation Crèche interuniversitaire	180				
			Piscine PTG 1ère et 2ème tranches	2 600				
			Guichet unique A22 (PTG)	800				
			Aménagement patio du forum	1 300				
			Augmentation capacité BU Carreire	3 200				
			Halle des sports PTG 1ère et 2ème tranches	1 800				
			Mise en sécurité complexe sportif COSEC	700				
Sous Total 6 VIE DE CAMPUS	68 260		Sous Total 6 VIE DE CAMPUS	81 841	9 812	11 500	13 500	8 000
TOTAL toutes opérations confondues	424 210		TOTAL TTC toutes opérations confondues	493 023	109 779	112 000	39 600	15 000
Financement Etat "intérêts intermédiaires" sur projets isolés jusqu'en 2015				31 555			immobilier	aménagement

* Le budget prévisionnel de chaque opération intègre les actualisations et révisions prévisionnelles des prix. La TVA de 20 % acquittée sur les dépenses d'investissement fera, le cas échéant, l'objet d'une récupération, totale ou partielle. Les montants de TVA récupérée figureront en recette du plan de financement des opérations.

** Les participations des collectivités locales sont affectées par grands secteurs. Les montants sont considérés comme fongibles et pourront donc être affectés pour chaque opération de la manière la plus appropriée sous réserve de l'accord de la collectivité.

1000 immobilier
et 400 aménagt



Mission opération campus
Université de Bordeaux